

Unité départementale du Rhône

Villeurbanne, le 06/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **CHIMIMECA**

42 rue Ampère  
69 680 Chassieu

Références : UD-R-CTESSP-22-81-AL

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement CHIMIMECA implanté 42 rue Ampère 69 680 Chassieu. L'inspection a été annoncée le 25/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection fait suite celle réalisée le 30/04/2021, au cours de laquelle plusieurs non-conformités et observations avaient été relevées et suite à laquelle l'exploitant a été mis en demeure de respecter certaines mesures conservatoires et de régulariser sa situation administrative en procédant à la cessation effective de ses activités. L'objectif de la présente visite était de contrôler les mesures mises en œuvre par l'exploitant.

Le délai relatif à la cessation des activités du site n'étant pas échu (juillet 2021), ce point n'a pas été abordé lors de la visite et fera l'objet d'un contrôle ultérieur.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHIMIMECA
- 42 rue Ampère 69 680 Chassieu
- Code AIOT dans GUN : 0006109514
- Régime : A
- Statut Seveso : Oui (mesures conservatoires – arrêté préfectoral du 01/08/2018 modifié)
- Statut IED : Non

La société CHIMIMECA exploite le site sis 42, rue Ampère sur la commune de Chassieu, où son activité principale consiste à préparer et stocker des produits de mise en propreté des métaux. La société exerce également une activité de prestation de service dite « chantiers » consistant à réaliser des opérations de traitement de surface chez les clients.

Historiquement, à l'issue d'une visite d'inspection le 19/05/2009, l'exploitant a été mis en demeure de régulariser la situation administrative de l'établissement exploité sans autorisation. Malgré le dépôt d'un dossier le 10/11/2009, le 01/02/2012 puis le 23/02/2016, et les demandes de l'Inspection des installations classées, l'exploitant n'a pas pu procéder à cette régularisation.

Au vu des éléments présentés dans les dossiers, des compléments demandés et des constats effectués lors des visites d'inspection, il apparaît que l'établissement relève des rubriques et régimes suivants au titre de la réglementation sur les ICPE :

- 4110-2-a (toxicité aiguë, catégorie 1) → Autorisation
- 4120-2-a (toxicité aiguë, catégorie 2) → Autorisation
- 4130-2-a (toxicité aiguë, catégorie 3 – exposition par inhalation) → Autorisation
- 4140-2-b (toxicités aiguë, catégorie 3 – exposition orale) → Déclaration
- 2718 (installation de transit de déchets dangereux) → a minima Déclaration

Des mesures conservatoires imposent la limitation des quantités de substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site pour les rubriques 41XX – en particulier les rubriques 4110 et 4120 – de sorte que l'établissement ne relève pas du statut Seveso.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Situation administrative – Statut Seveso (suite de l'inspection du 30/04/2021)
- Risques chroniques – Déchets, Obturation des réseaux d'eaux pluviales (suite de l'inspection du 30/04/2021)
- Risques accidentels – Risque incendie, Exercices POI (suite de l'inspection du 30/04/2021)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon détaillée pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

### Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Aucune fiche de constats ne fait l'objet d'une proposition de suites administratives.

### Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Mesures conservatoires – seuils Seveso	AP du 01/08/2018, article 2	Susceptible de Mise en demeure, respect de prescription
Plan d'opération interne (POI) - Exercices	Code de l'environnement, article L.511-1 ; Courrier électronique du 11/05/2021	Susceptible de Mesures conservatoires
Vérifications périodiques	Code de l'environnement, article L.511-1	Susceptible de Mesures conservatoires

### Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Stockage et regroupement de déchets	AP de mise en demeure du 23/07/2021, article 1	/
Point d'eau incendie	AP du 23/07/2021, article 3	/
Dispositif d'obturation des réseaux	Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 49	/
Plan des moyens incendie	Code de l'environnement, article L.511-1	/

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater que l'exploitant a apporté des réponses et mis en œuvre des actions correctives concernant plusieurs des demandes formulées suite à la visite du 30/04/2021.

Notamment, l'exploitant a satisfait aux termes de la mise en demeure du 23/07/2021 s'agissant de la cessation des activités de stockage ou regroupement de déchets. Le délai relatif à la cessation des toutes les activités ICPE du site n'étant pas échu, ce point sera vérifié ultérieurement.

En outre, plusieurs autres points de contrôle font l'objet d'une demande de l'Inspection. Il est demandé à l'exploitant de répondre à ces demandes dans les délais indiqués dans les fiches de constats correspondantes. À défaut, ces points pourront faire ultérieurement l'objet de propositions de suites administratives.

## 2-4) Fiches de constats

### 1 – Nom du point de contrôle : Mesures conservatoires – seuils Seveso

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/08/2018 modifié, article 2
<b>Prescription contrôlée :</b> La société CHIMIMECA est tenue de limiter la quantité de substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents sur le site de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• substances et mélanges dangereux relevant de la rubrique 4110-2-a : quantité susceptible d'être présente inférieure ou égale à 2,84 t ;</li><li>• substances et mélanges dangereux relevant de la rubrique 4120 : quantité susceptible d'être présente inférieure à 50 t ;</li><li>• substances et mélanges dangereux relevant de la rubrique 4110, 4120, 4130, 4140 : l'application de la règle du cumul pour les effets sur la santé (Sa) doit en permanence conduire à une valeur inférieure à 1.</li></ul> L'exploitant tient à jour un registre sur la quantité de substances et mélanges dangereux.
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats de la visite du 30/04/2021 :</u> L'Inspection a constaté que l'exploitant avait globalement satisfait aux termes de la mise en demeure du 04/12/2019 en limitant la quantité de produits chimiques de sorte que la somme « Sa » soit inférieure à 1 (non dépassement par cumul du seuil Seveso bas). Par ailleurs, l'Inspection a constaté que la quantité relevant de la rubrique 4120 était généralement très inférieure à la valeur de 50 t mais qu'elle était de 61,5 t le 11 janvier (retard d'un transporteur et commande exceptionnelle). Suite à cette visite, les mesures conservatoires ont été complétées pour limiter la quantité de produits chimiques relevant de la rubrique 4120 en deçà de 50 t (non dépassement direct du seuil Seveso bas). <u>Constats de la visite du 15/02/2022 :</u> L'Inspection a consulté le registre journalier tenu par l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>– les seuils de 2,84 t pour la rubrique 4110 et 50 t pour la rubrique 4120 sont respectés,</li><li>– plusieurs dépassements sont constatés pour la somme « Sa » depuis juin 2021 (entre 1,009 et 1,24) : 08-09/06, 14/06, 25/06, 12-13/07, 05-08/11, 02/12 et 07-09/12. La fréquence de dépassement sur cette période est de 6 % (13 % en juin, 6 % en juillet, 13 % en novembre et 13 % en décembre). Aucun dépassement n'apparaît dans le registre depuis le 09/12/2021.</li></ul> L'exploitant explique ces situations par la combinaison de 3 facteurs : <ul style="list-style-type: none"><li>– périodes de livraison des commandes de HF (réduites au minimum, soit 2 t correspondant à une palette de fûts et 1 palette de bidons) ;</li><li>– périodes de fermeture (maintenance) et anticipation des commandes par les clients ;</li><li>– retards des transporteurs.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b><u>Demande :</u></b> L'Inspection demande à l'exploitant de poursuivre ses efforts et son suivi s'agissant de la gestion des stocks afin que, dans un délai de 1 mois, la somme « Sa » ne dépasse plus la valeur 1 (maintien sous le seuil Seveso Bas), y compris de manière ponctuelle. Il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade compte tenu de la cessation d'activité prévue à court terme.

### 2 – Nom du point de contrôle : Stockage et regroupement de déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 23/07/2021, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai de 1 mois, respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 1er août 2018 en cessant les activités de stockage ou regroupement de déchets issus de l'activité dite « chantier ».
<b>Constats :</b> <u>Rappel des constats de la visite du 30/04/2021 :</u> L'Inspection a constaté que l'exploitant procédait encore sur le site au stockage et au regroupement de déchets issus de son activité dite « chantier ». D'après les éléments figurant dans le registre de suivi des déchets, la durée de stockage de ces déchets avait atteint plusieurs mois et la quantité stockée avait dépassé 1 t (allant jusqu'à près de 25 t) en 2020.

Pour mémoire, sans préjudice de l'interdiction de cette activité de stockage et regroupement (mesures conservatoires édictées par l'arrêté du 01/08/2018), les dispositions applicables à cette activité imposeraient des murs et ouvertures REI 60 (mise en demeure du 01/08/2018).

Constats de la visite du 15/02/2022 :

L'Inspection a consulté le registre des déchets entrant, qui ne montre aucun accueil de déchets extérieurs à l'établissement. Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de déchets de chantier dans la zone antérieurement dédiée à leur regroupement et stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### 3 – Nom du point de contrôle : Point d'eau incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/2021, article 3

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de s'assurer de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie et fait procéder à une vérification périodique de la disponibilité des débits. Les résultats sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

À ce titre, un contrôle débit/pression est réalisé dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

Rappel des constats de la visite du 30/04/2021 :

L'Inspection a constaté que l'exploitant n'était pas en mesure de fournir une justification récente de la capacité effective du poteau incendie relié au réseau public (N° 8306 – 100 mm). Suite à la visite, il a transmis un message de l'unité DECI de la Métropole de Lyon indiquant les résultats du dernier contrôle débit/pression effectué en avril 2015. L'Inspection a estimé que la fréquence de contrôle appliquée (contrôle débit/pression tous les 9 ans et contrôle fonctionnel tous les 3 ans) n'était pas adaptée aux risques à défendre dans le cas de l'établissement et les mesures conservatoires applicables ont été complétées.

Constats de la visite du 15/02/2022 :

Préalablement au contrôle, l'exploitant a transmis les résultats du contrôle débit/pression réalisé en juillet 2021 : pression statique de 3,2 bars, pression de 2,9 bars à 60 m<sup>3</sup>/h et pression de 2 bars à 120 m<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### 4 – Nom du point de contrôle : Plan d'opération interne (POI) - Exercices

**Référence réglementaire :**

- Code de l'environnement, article L.511-1
- Courrier électronique du 11/05/2021

**Prescription contrôlée :**

- Intérêts à protéger par la mise en œuvre des dispositions applicables aux ICPE : la protection de ces intérêts implique la réalisation d'exercices permettant de vérifier le caractère adapté et opérationnel des modalités prévues pour la gestion des accidents et incidents ;
- Programme d'exercices établi et transmis par l'exploitant.

**Constats :**

Rappel des constats de la visite du 30/04/2021 :

L'exploitant a indiqué qu'il n'est pas garanti que le responsable du site puisse être joint immédiatement hors heures ouvrées et que les vigiles ne peuvent pas faciliter l'accès aux services de secours. L'Inspection a donc demandé à l'exploitant de s'assurer que les procédures d'organisation et de gestion d'alerte prévoient au moins une personne en mesure de mettre à la disposition des services de secours les informations et éléments requis (notamment état des stocks) et de faciliter l'accès aux bâtiments.

De plus, l'exploitant n'avait pas fait réaliser d'exercices en heures ouvrées mais a transmis un programme d'exercices sur la période 2021-2022 en vue de vérifier le respect des consignes en cas d'accident ou d'incident et de détecter d'éventuelles améliorations à apporter à ces dernières.

Constats de la visite du 15/02/2022 :

L'exploitant a indiqué que :

- le prestataire en charge de la surveillance du site dispose désormais des clés de l'établissement et peut en faciliter l'accès aux services de secours ;
- ce prestataire est en mesure d'effectuer des levées de doutes par vidéosurveillance et dispose des coordonnées de l'exploitant. C'est l'exploitant qui alerte les services de secours, le prestataire refusant de le faire. L'état des stocks est accessible à distance.
- aucun nouvel exercice hors heures ouvrées n'a été réalisé, mais l'alerte est régulièrement testée à l'occasion des levées de doutes (plusieurs chaque semaine).

Les exercices en heures ouvrées annoncés par l'exploitant n'ont pas été réalisés (déversements, émission de vapeurs toxiques, incendie). Il a expliqué cette situation par le départ de la personne en charge de leur réalisation. Il a précisé qu'un nouveau conseiller à la sécurité a été désigné et que des exercices internes, puis inopinés, vont être réalisés (3 mois pour les exercices internes).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :**

**Demande :** L'Inspection demande à l'exploitant de réaliser un exercice pour les différents types de scénario d'accident figurant dans son POI (déversement, émission de vapeurs toxiques, incendie) dans un délai de 3 mois.

**5 – Nom du point de contrôle :** Dispositif d'obturation des réseaux

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 02/02/1998, article 49

**Prescription contrôlée :**

Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'exploitant ne dispose pas de dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales de type vanne ou ballon gonflable. Il a recours à 2 plaques souples d'obturation pouvant être placées sur les 2 grilles avaloirs présentes dans la cour de l'établissement.

L'Inspection a constaté que les plaques d'obturation étaient difficilement accessibles et non signalées. Suite à la visite, l'exploitant a indiqué qu'elles sont désormais accessibles, situées au plus près de la porte qui dessert la cour et signalées. Il a joint des photographies le justifiant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**6 – Nom du point de contrôle :** Vérifications périodiques

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article L.511-1

**Prescription contrôlée :**

Intérêts à protéger par la mise en œuvre des dispositions applicables aux ICPE : la protection de ces intérêts implique la vérification périodique des dispositifs de prévention et de lutte contre l'incendie.

**Constats :**

Rappel des constats de la visite du 30/04/2021 :

L'Inspection a consulté les rapports des vérifications périodiques réalisées en 2021 (hors vérification des extincteurs prévue en juin) et a constaté que :

- les rapports de vérification des installations électriques (02/03/2021) concluent qu'elles présentent un risque du fait de la présence de poussière dans les armoires électriques (anomalie signalée lors des précédentes vérifications) et le fonctionnement des dispositifs différentiels n'a pas été vérifié (coupure totale non autorisée par l'exploitant) ;
- les rapports de vérification des dispositifs de détection incendie (10/03/2021) indiquent que l'essai fonctionnel de certains détecteurs n'a pas été réalisé (détecteur Z3/2 et détecteurs de flammes), l'absence d'alarme pour un bâtiment et une zone hors service (Z1 M100).

Constats de la visite du 09/02/2022 :

- Installations électriques :

L'exploitant a transmis un rapport d'intervention du 11/06/2021 relatif au dépoussiérage des armoires électriques. De plus, l'Inspection a constaté que le dernier rapport de vérification des installations électriques (11/02/2022) inclut dispositifs différentiels et ne relève pas d'anomalie.

- Détection incendie :

Par messages du 11/06/2021 et du 05/07/2021, l'exploitant a transmis un devis et un bon de commande relatifs à l'ajout d'une alarme sonore et au remplacement du détecteur hors service.

L'Inspection a constaté que le dernier rapport de vérification des dispositifs de détection incendie (15/12/2021 – bât. 38, 40 et 42) indique que les détecteurs de flamme n'ont pas été vérifiés. Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon d'intervention justifiant de leur vérification le 16/02/2022 et un devis relatif au remplacement du détecteur de flamme hors service.

L'exploitant a indiqué lors de la visite que le bâtiment 36 n'a pas été vérifié le 15/12/2021 et que le détecteur M100 va de nouveau être remplacé (plusieurs dérangements). Suite à la visite, il a transmis un justificatif de remplacement.

- Extincteurs :

L'Inspection a constaté que le dernier rapport de vérification des extincteurs (15/12/2021) ne relève pas d'anomalies.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :**

**Demande :** L'Inspection demande à l'exploitant, dans un délai de 1 mois :

- de remplacer le détecteur de flamme hors service, puis de transmettre un justificatif de travaux ;
- de faire procéder à la vérification des dispositifs de détection incendie du bâtiment 36.

**7 – Nom du point de contrôle :** Plan des moyens incendie

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, article L.511-1

**Prescription contrôlée :**

Intérêts à protéger par la mise en œuvre des dispositions applicables aux ICPE : la protection de ces intérêts implique la mise à disposition des services de secours et d'incendie de plans facilitant leur intervention.

**Constats :**

Lors de la visite, l'Inspection a constaté l'absence de plan facilitant l'intervention des services de secours et d'incendie sur le site, et localisation notamment les moyens de secours incendie dont dispose l'établissement.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis un bon de commande relatif à la réalisation et pose de 3 plans, accompagné d'un plan localisant les lieux d'affichage prévus.

**Type de suites proposées :** Sans suite